

Paris, le 25 octobre 2022

**Pour 1€ investi dans le fossile, 4€ le sont dans les énergies renouvelables, les activités vertes et durables :
les banques françaises au service de la transition écologique**

Les banques françaises sont résolument engagées dans la lutte contre le changement climatique. Depuis plusieurs années, elles mettent en place des mesures fortes et massives afin de réduire leur exposition aux énergies les plus émettrices de gaz à effet de serre et d'accélérer le financement des énergies renouvelables et des activités vertes et durables. Leur engagement est concret, les chiffres le prouvent : les prêts au secteur du charbon constituent désormais une part marginale de leurs bilans (2 Mds€, soit 0,02% du total de leur bilan¹) quand les encours de financement des énergies renouvelables représentent plus de 42 Mds€ en 2021, dont 14 Mds€ de flux nouveaux.

1. L'absence de dépendance des banques françaises aux énergies fossiles

Depuis de nombreuses années, les banques françaises se démarquent par leur volonté d'exclusion des énergies les plus émettrices de gaz à effet de serre. Elles ont pris des engagements forts dont les résultats sont clairs : alors que 36% de la production électrique mondiale est issue du charbon, celui-ci ne représente plus pour les banques françaises que 2 Mds€, soit 0,02% du total de leur bilan. Notons par ailleurs que les montants de prêts aux hydrocarbures se chiffrent à 23 Mds€, soit environ 0,25% du total du bilan des banques françaises².

Plus globalement et en dépit du contexte géopolitique actuel, les banques françaises réaffirment leur engagement sur les hydrocarbures non conventionnels et comme le montrent les chiffres, elles sont peu exposées au financement du secteur des énergies fossiles³. Elles financent au contraire massivement les projets viables tournés vers le renouvelable. Elles accompagnent chacun de leurs clients dans leur transition et relèvent chaque jour le défi d'aider des entreprises issues du fossile à transformer leur modèle. L'accompagnement est un réel défi que relèvent les banques, convaincues que c'est en emmenant tout le monde que la transition sera globale et durable.

2. Un financement massif des énergies renouvelables et des activités vertes et durables

En finançant massivement les secteurs de la transition et l'adaptation au changement climatique, les banques françaises contribuent à la décarbonation de l'économie. Les chiffres en témoignent : les encours de financement des crédits verts et durable représentent plus de 100 Mds€⁴ à fin 2021 (vs 76,2 Mds€ l'an dernier) dont près de 30 Mds€ de prêts nouveaux

¹ Estimations de place sur la base (charbon, hydrocarbures, dont non conventionnel) des listes et méthodologies utilisées par les autorités ou des ONG. Si aucune méthodologie ne permet aujourd'hui de mesurer avec précision les montants de financement des énergies fossiles, il est possible de réaliser des estimations, qui permettent, dans un souci de transparence, de communiquer sur les expositions des banques françaises.

² Cf. note 1

³ A noter, une stabilité de la part du financement des énergies fossiles rapporté à l'ensemble des concours des banques en 2021 par rapport aux années précédentes.

⁴ Si aucune méthodologie ne permet aujourd'hui de mesurer avec précision les montants de financement des énergies renouvelables ou de la transition écologique d'autre part, il est possible de réaliser des estimations, qui permettent, dans un souci de transparence, de communiquer sur les expositions des banques françaises.

accordés en 2021. Les banques françaises sont par ailleurs leaders concernant les émissions d'obligations vertes et durables (225 Mds€ d'arrangement en 2021).

Aussi, il est indispensable de noter que quand les banques financent 1 euro dans les énergies fossiles, c'en sont 4 qui sont investis dans les énergies renouvelables et les activités vertes et durables, que l'on compare les encours dans les énergies fossiles et les encours verts et durable ou tout ce qui n'est pas au bilan avec par exemple 51 Mds€ en hors bilan pour les hydrocarbures versus 225 Mds€ d'obligations vertes.

Les banques accompagnent donc massivement leurs clients dans le désengagement des énergies les plus polluantes et dans l'accélération du renouvelable, et rappellent que les projets viables motivés par la protection de l'environnement trouvent des financements.

3. Des travaux permanents pour accélérer vers une transition durable et globale

Pour atteindre la neutralité carbone, il est indispensable d'agir collectivement, de mobiliser l'ensemble des acteurs. Dans ce cadre, les banques françaises, au sein de la Net Zero Banking Alliance (NZBA), ont collectivement développé une approche commune et ambitieuse pour mesurer l'empreinte carbone et l'alignement de leurs portefeuilles bancaires avec une trajectoire de neutralité carbone nette à 2050 (soit une trajectoire compatible avec l'objectif 1,5°C de l'Accord de Paris).

Pour cela, les principaux groupes bancaires français, tous engagés activement au sein de la NZBA, ont mené pendant plusieurs mois sous l'égide de la FBF, un travail d'échange et d'analyse approfondi afin d'élaborer une approche méthodologique commune permettant d'une part de mesurer l'empreinte carbone d'un portefeuille bancaire (baseline) et de fixer les objectifs sectoriels de son alignement avec une trajectoire de neutralité carbone nette ('net zero') à l'horizon 2050 (trajectoire) pour respecter l'Accord de Paris.

La méthode qui en résulte et qui évoluera dans le temps en fonction des futures avancées de place et des travaux internationaux, constitue la contribution collective et ambitieuse des banques françaises aux travaux internationaux d'alignement du secteur financier vers la neutralité carbone nette.

Pour Laurent Mignon, président de la commission climat et de la FBF : « Il serait faux de croire que les banques françaises sont dépendantes du financement des hydrocarbures. Chaque année, elles accentuent leurs efforts pour le prouver et accélèrent dans le financement de la transition. Nous avons la chance d'avoir des banques françaises pionnières sur ce sujet, qui ont une réelle volonté d'embarquer l'ensemble de l'économie dans cette transition. La transparence est clé pour y arriver. C'est pour cela qu'elles publient chaque année leurs chiffres et qu'elles développent cette méthode de mesure de leur empreinte, de leur trajectoire, dont l'objectif est d'avoir des principes et une approche commune. La BCE a estimé entre 330 et 350 milliards d'euros par an, pendant 10 ans, le coût de la transition écologique. Les banques peuvent accompagner la transition énergétique, mais ne peuvent pas être les seules à le faire. Aucun acteur unique ne peut le faire seul. Notre effort doit être collectif. »

CONTACTS

Benoît DANTON : 06 73 48 80 40 - bdanton@fbf.fr
Jenny SENSIAU : 06 31 06 60 39 - jsensiau@fbf.fr



@FBFFrance